

paix et que ce désaccord a paralysé tout progrès touchant le problème du financement et de l'organisation préalable du maintien de la paix. Comme nous le savons tous, il a toujours été extrêmement difficile de définir des concepts comme l'agression ou les menaces à la paix d'une manière qui plaise à tout le monde. Ces notions sont encore plus difficiles à définir aujourd'hui, en cette époque de guerres de libération, de subversion et de néocolonialisme. Le statu quo est attaqué partout, souvent par des moyens violents. La distinction entre les affaires intérieures et les affaires extérieures des Etats s'affaiblit, de même que la notion même de légitimité de l'autorité. Le danger que les grandes puissances soient attirées dans des conflits locaux augmente. Il est compréhensible que ces puissances désirent garder un contrôle sur les actions des Nations Unies qui auront nécessairement des répercussions pour leurs intérêts. Il est difficile d'accepter cependant l'opinion soviétique, selon laquelle ce contrôle, y compris la surveillance détaillée des opérations de maintien de la paix, devrait être exercé exclusivement par le Conseil de sécurité et par le Comité d'état-major. Même s'il y avait un moratorium touchant l'emploi du veto, pourrions-nous raisonnablement nous attendre à ce qu'un comité de cette composition dirige des opérations de maintien de la paix sans qu'il y ait retard, désaccord ou impasse?

Je ne le pense pas. Je crois que le système actuel selon lequel le secrétaire général dirige le maintien de la paix sur les instructions du Conseil est plus en harmonie avec les réalités politiques et militaires actuelles. On pourrait sans aucun doute améliorer ce système. Le Comité d'état-major pourrait notamment effectuer d'utiles travaux, y compris la préparation d'un accord modèle